

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 18/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRID SOLUTIONS

1 Rue Paul Doumer BP 601
73100 Aix-Les-Bains

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement GRID SOLUTIONS implanté 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 26/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral complémentaire pris en septembre 2024 afin de prescrire une surveillance de la qualité des eaux du Tillet à GRID SOLUTIONS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRID SOLUTIONS
- 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains
- Code AIOT : 0006104306
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRID SOLUTIONS exploite depuis 1921 un site de production de matériel électrique de haute tension à Aix les Bains. Les activités réalisées sur ce site sont :

- la fabrication de postes électriques sous enveloppe métallique neufs dont l'isolation est réalisée par un gaz isolant (SF6 ou G3);
- le service après-vente.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008. Des arrêtés ministériels de prescriptions générales encadrent également l'exploitation des activités réalisées sur le site d'Aix les Bains.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Une nouvelle organisation a été mise en place au sein de l'établissement d'Aix-les-Bains depuis la fin de l'année 2024 et a conduit à un changement d'interlocuteurs au sein du pôle Environnement, Hygiène et Sécurité (EHS). Les anciens interlocuteurs sont cependant toujours présents sur le site d'Aix-les-bains. Un nouveau directeur du site est également en poste depuis le mois d'avril 2025.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de la qualité des eaux du Tillet	AP Complémentaire du 19/09/2024, article 1 ^{er} et suivants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des démarches depuis le mois d'octobre 2024 afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/24. Il a cependant fait face à des contraintes techniques et organisationnelles, en particulier au droit du point de prélèvement et d'analyses situé à l'aval de l'établissement. Des difficultés ont également été constatées par l'exploitant à propos de la hauteur et du débit d'eau du Tillet ne permettant pas la réalisation de certaines interventions.

L'exploitant doit poursuivre les démarches engagées en réponse aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/24 dans le but de pouvoir procéder dans les meilleurs délais à de nouvelles campagnes de prélèvements et d'analyses de la qualité des eaux du Tillet en amont et en aval du site.

Il doit de plus tenir régulièrement informée l'inspection des installations classées des démarches accomplies et des éventuelles contraintes qu'il serait susceptible de rencontrer.

L'inspection des installations classées rappelle cependant à l'exploitant qu'il pourrait – à défaut de la réalisation d'une nouvelle campagne de prélèvements et de mesures d'ici la fin du mois de juillet et de la transmission des résultats d'analyses – être proposé à Madame la préfète de la Savoie de prendre un arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/24.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la qualité des eaux du Tillet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/09/2024, article 1 ^{er} et suivants
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Prescription contrôlée : La société GRID SOLUTIONS SAS, autorisée à exploiter un établissement de production de matériel électrique de tension sis 1 rue Paul Doumer sur le territoire de la commune d'Aix-les-Bains (73100), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.
Constats : Une surveillance de la qualité des eaux du Tillet a pour rappel été prescrite a GRID SOLUTIONS au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2024 : <ul style="list-style-type: none">• qualité des eaux du Tillet en amont et en aval du site ;• qualité des sédiments déposés sur le fond du Tillet en amont et en aval du site ;• paramètres à surveiller: polychlorobiphényles, hydrocarbures aromatiques polycycliques, métaux et toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. <u>Historique des échanges entre GRID SOLUTIONS et l'inspection des installations classées :</u> 19/09/24: APC prescrivant une surveillance de la qualité des eaux du Tillet ; 25/10/24: courriel de l'exploitant transmettant un plan d'échantillonnage ; 06/12/24: courriel de l'exploitant informant que la mise en place des pièges à sédiments serait réalisée au cours de la semaine S51 ; 06/12/24: courriel de l'exploitant demandant confirmation de la validation du plan d'échantillonnage transmis en octobre ; 06/12/24: courriel de l'inspection des installations classées informant l'exploitant de l'absence de remarque particulière sur le plan d'échantillonnage ; 13/01/25: courriel de l'exploitant confirmant la mise en place des pièges à sédiments et informant de la réalisation de la première campagne de prélèvements en février ; 06/03/25: courriel de l'exploitant informant des difficultés rencontrées lors de la première campagne de prélèvements et transmettant un pré-rapport établi par AECOM le 25/02/25 ; 20/03/25: courriel de l'inspection des installations classées accusant réception du rapport susvisé et demandant des précisions ; 30/04/25: courriel de l'exploitant faisant suite à la réception des résultats d'analyses de la première campagne (retour laboratoire) et transmettant le rapport de synthèse établi par AECOM le 25/04/25 ; 23/05/25: courriel de l'exploitant informant de l'avancée des démarches au vu des difficultés techniques rencontrées ; 11/06/25: courriel de l'exploitant transmettant les éléments présentés lors de la visite d'inspection. <u>Rapport AECOM relatif à la première campagne de surveillance:</u> Le rapport établi par AECOM le 25/04/25 présente une synthèse de la première campagne

d'analyses réalisée en février 2025 :

- rappel de plan d'échantillonnage, de l'implantation des 2 points de prélèvement en amont et en aval du site exploité par GRID SOLUTIONS et de la fréquence de surveillance prescrite ;
- informations relatives à l'intervention pour la pose des pièges à sédiments au droit des 2 points de prélèvements (réalisation initiale le 10/01/25 puis reprogrammée le 13/02/25) en raison du fort courant constaté et des conditions d'accès au point aval (implantation au droit d'un chemin de terre et recouvert par de la végétation) ;
- prélèvement mensuel pour les matières en suspension (MES) et les sédiments de surface :
 - point amont : il a été constaté que le piège à sédiments mis en place avec un lest important avait tout de même été emporté par le courant et qu'il ne se trouvait plus parallèle au sens de l'écoulement des eaux du Tillet. Le piège à sédiments a cependant été remonté et ouvert, mettant en évidence une quantité limitée de sédiments. Les sédiments ont été collectés, conditionnés et envoyés au laboratoire EUROFINs pour analyses. Le piège à sédiments a été remis en place avec un système de lestage mieux adapté ;
 - point aval : le piège à sédiments a lui aussi été dévié par le courant malgré le lestage et a été retrouvé dans une position quasi-perpendiculaire au sens d'écoulement des eaux du Tillet. En raison du poids du piège lesté et de la nature du terrain au droit du point aval, la décision a été prise de laisser le piège en place et de définir un nouveau mode opératoire sécuritaire. Aucun prélèvement n'a donc été effectué au droit du point aval lors de la première campagne ;
 - résultats des analyses : l'échantillon collecté au droit du point amont contenait seulement 1.6% de matières sèches. Au vu de cette faible quantité, seule l'analyse du paramètre PCB a pu être réalisée pour chaque congénère (absence d'analyse pour les HAP, les métaux et pour tout autre substance identifiée en quantité significative dans les sols). La concentration en PCB pour la somme des 7 congénères a été mesurée à 23.9 µg/kg de matières solides, soit du même ordre de grandeur que la concentration en PCB pour la somme des 7 congénères mesurées au droit du point « hippodrome » (localisé à environ 1 km en amont du site industriel) dans le cadre de l'étude réalisée en novembre 2023) ;
- prélèvement trimestriel pour les sédiments déposés sur le fond du Tillet : un contrôle visuel de la présence de dépôt de sédiments sur le fond du lit du Tillet a été réalisé lors de cette première campagne de prélèvements. Aucun dépôt de sédiments n'a été observé. Cette absence de dépôt pourrait être expliquée par le fort débit des eaux du Tillet ne permettant pas la décantation des matières en suspension transitant au travers de ce cours d'eau. Un nouveau contrôle de la présence de sédiments sur le fond du lit du Tillet sera réalisé donc lors de la seconde campagne de surveillance et un prélèvement sera réalisé en cas de présence au droit de chacun des points amont et aval en vue de leur analyse en laboratoire.

Visite d'inspection du 10 juin 2025:

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a tout d'abord rappelé les travaux de réhabilitation des sols réalisés entre 2009 et 2013 (2 phases pour la zone déchetterie puis la zone Nord) ainsi que les travaux de curage réalisés au droit de la plonge canalisé sous le site industriel en 2019.

L'exploitant a ensuite présenté les démarches effectuées dans le cadre de l'élaboration du plan d'échantillonnage en réponse aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire :

- recherche des points amont et aval facilement accessibles lors de chaque campagne de prélèvement à venir et obtention des autorisations d'accès nécessaires (tennis club en amont et services techniques de la ville en aval).

Le point amont est situé au plus proche du site industriel, à proximité immédiate des limites de propriétés.

Le point aval est situé sur le chemin des plonges (chemin en terre et recouvert d'une végétation dense). Ce point aval est situé à quelques dizaines de mètres en amont du point dit « plonge » pris en considération dans le cadre de l'étude réalisée en 2023. Les contrôles réalisés à l'aide d'une caméra suite aux travaux de curage en 2019 avaient permis de mettre en évidence 2 arrivées d'eau en amont du point « plonge ». En l'absence de document (historique, plan) permettant de déterminer l'origine de ces arrivées et de savoir si elles sont encore raccordées, l'exploitant a sollicité l'avis des services techniques de la ville mais n'a à ce jour pas obtenu de réponse. Le point dit « plonge » présente par contre une accessibilité plus directe car il est situé sur la voirie à l'intersection du boulevard Lepic et du chemin des plonges ;

- recherche d'un fournisseur afin de disposer de pièges à sédiments identiques à ceux utilisés lors de l'étude de 2023 ;
- réserve communiquée auprès de l'inspection des installations classées quant à la quantité de matières en suspension susceptible d'être récupérée chaque mois afin de répondre aux fréquences de surveillance prescrites.

L'exploitant a ensuite détaillé les étapes et actions mises en oeuvre dans le cadre de la première campagne de prélèvement réalisée en février 2025 :

- octobre 2024: sollicitation des services techniques de la ville pour débroussailler le fond de l'allée du chemin des plonges ;
- décembre 2024: recherche puis dégagement du regard aval totalement recouvert de terre ;
- janvier 2025: première intervention visant à la pose des pièges à sédiments au droit des points amont et aval ;
- février 2025: première campagne de dépose des pièges à sédiments et échantillonnage des MES collectées au droit du point amont. Les constats réalisés (absence visuelle de dépôt de sédiments sur le fond du lit du Tillet, implantation des pièges impactées par le courant, impossibilité de déposer le piège du point aval) ont été détaillés ci-avant ;
- mars 2025: transmission d'un pré-rapport établi par AECOM dans l'attente des résultats d'analyses du laboratoire EUROFINS ;
- avril 2025: transmission du rapport final établi par AECOM à l'issue de la première campagne de prélèvements et d'analyses ;
- mai 2025: transmission d'un point d'étapes sur l'avancée des nouvelles démarches en vue de pouvoir réaliser une seconde campagne de prélèvements et d'analyses.

L'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées par le laboratoire EUROFINS suite au prélèvement des matières en suspension au droit du point amont (pour rappel, concentration en PCB pour la somme des 7 congénères égale à 23 µg/kg de matières solides, du même ordre de grandeur que le résultat obtenu en novembre 2023 au droit du point situé au niveau de l'hippodrome (1 km environ en amont du site industriel)). Le bureau d'études AECOM a rappelé à ce titre que la limite d'acceptation d'un déchet inerte était égale à 1 mg/kg.

L'exploitant a ensuite fait un point d'avancement sur les démarches en cours au vu des difficultés rencontrées, en particulier au niveau du point aval :

- février / avril 2025 : modification du plan d'échantillonnage et des moyens d'intervention. Après avoir réalisé une consultation d'entreprises spécialisées, une commande a été passée auprès du prestataire ALPA'D ;

- avril 2025 : élaboration d'un nouveau mode opératoire pour la pose et la dépose des pièges à sédiments et formalisation d'un plan de prévention en lien avec AECOM et ALPA'D (version projet en cours de validation au jour de l'inspection). Ce mode opératoire mettant en oeuvre des regards en acier (solution en béton étudiée dans un premier temps mais non concluante suite à des tests en atelier) et des trépieds avec élingage a été présenté à l'inspection des installations classées ;
- avril / mai 2025 : fabrication en atelier des regards susvisés en béton, réalisation des essais et découpes non concluantes, adaptation de la solution avec la confection de boîte en acier ;
- mai 2025: visite de contrôle des points amont et aval par le prestataire ALPA'D lors de laquelle il a été constaté les points suivants :
 - hauteur d'eau du Tillet dépassant les conditions acceptables d'intervention (hauteur < 0.50 mètre et débit < 500 L/s) ;
 - difficultés d'accès liées à la prolifération de la végétation et au décalage du tampon au droit du point aval ;
- mai 2025 : identification d'un nouveau point aval, correspondant au point « plonge » susvisé (avec cependant les 2 arrivées d'eau non identifiées), sollicitation des services techniques de la ville pour une nouvelle opération de débroussaillage et pour l'obtention d'un arrêté de circulation et d'autorisation de voirie du parking.

L'exploitant a indiqué que les démarches suivantes restaient désormais à finaliser dans le but de procéder à une seconde campagne de prélèvements et d'analyses :

- modification et validation du mode opératoire avec les prestataires AECOM et ALPA'D ;
- mise à jour du plan de prévention ;
- attendre le retour des conditions favorables (niveau d'eau et débit) afin de permettre une nouvelle intervention via le contrôle des données disponibles sur le site VIGICRUES et la réalisation d'une visite de pré-contrôle.

L'exploitant a également fait mention des pistes qu'il envisageait d'ores et déjà dans le cas où le choix du nouveau point aval ne serait pas concluant pour la réalisation d'une nouvelle campagne de prélèvements et d'analyses : travaux de génie civil au droit du point situé sur le chemin des plonges afin de faciliter les interventions de pose et de dépose du piège à sédiments, ou identification d'un point aval situé à l'intérieur de l'établissement mais ne correspondant pas au « dernier » point de rejet des eaux pluviales.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les pièges à sédiments pourraient de nouveau être posés en amont et en aval du site vers la fin du mois de juin et qu'une seconde campagne de prélèvements et d'analyses pourrait être programmée avant la fin du mois de juillet. Un prochain point d'étapes sera ainsi réalisé au plus tard à cette échéance.

Une visite sur le terrain au droit des points amont et aval a en parallèle permis de confirmer les éléments présentés par GRID SOLUTIONS et de constater en particulier les difficultés d'accès au droit du point aval. Lors de la visite, il a également été constaté la présence de plusieurs autres sites industriels et de la voie de chemin de fer en amont immédiat de l'établissement exploité par GRID SOLUTIONS et à proximité du point aval et du point « plonge ».

Le support de présentation utilisé par GRID SOLUTIONS lors de la visite d'inspection a été communiqué à l'inspection des installations classées par courriel le 11/06/25.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre les démarches engagées en réponse aux prescriptions de l'arrêté

préfectoral complémentaire du 19/09/24 dans le but de pouvoir procéder dans les meilleurs délais à de nouvelles campagnes de prélèvements et d'analyses de la qualité des eaux du Tillet en amont et en aval du site.

Il doit de plus tenir régulièrement informée l'inspection des installations classées des démarches accomplies et des éventuelles contraintes qu'il serait susceptible de rencontrer.

Il est également attendu de la part de l'exploitant des justifications à propos de l'absence d'analyse à propos « toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols ».

Observations :

Dans le cas où l'exploitant ferait le choix de modifier le point aval de son plan d'échantillonnage, et dans l'attente d'un retour de la part des services techniques de la ville quant à l'origine et au fonctionnement des 2 arrivées d'eau identifiées, il appartiendra à GRID SOLUTIONS de mettre en place une stratégie de mesure permettant de quantifier les rejets de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois